

Grenoble, le 29/01/2025

Service Agriculture et Développement Rural
Unité Foncier et Territoires
Secrétariat de la CDPENAF
Courriel : ddt-cdpenaf@isere.gouv.fr

**Commission départementale de la préservation des espaces naturels,
agricoles et forestiers de l'Isère (CDPENAF)
Séance du 23 janvier 2025**

Avis sur le projet de modification simplifiée n° 3 du plan local d'urbanisme (PLU) de La Morte

Vu la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) n° 2014-366 du 24 mars 2014 modifiant le Code de l'urbanisme ;

Vu la loi pour l'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (AAAF) n°2014-1170 du 13 octobre 2014 modifiant le Code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (CAECE) modifiant le Code de l'urbanisme ;

Vu les articles L.112-1-1 et D.112-1-11 du Code rural et de la pêche maritime ;

Vu les articles L.151-11, L.151-12, L.151-13 et L.153-17 du Code de l'urbanisme ;

Vu le décret n°2015-644 du 9 juin 2015 relatif aux commissions départementales et interdépartementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en métropole ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2023-04-19-00023 du 19 avril 2023 portant composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers de l'Isère ;

Vu la saisine de la CDPENAF par la commune de La Morte réceptionnée le 6 décembre 2024,

Vu le projet de modification simplifiée du plan local d'urbanisme de La Morte,

Vu le rapport d'instruction de la direction départementale des territoires (DDT) de l'Isère présenté aux membres de la commission.

1 - Cadre de la saisine

La commission est saisie par la commune au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme qui soumet à l'avis de la CDPENAF les dispositions réglementaires du PLU relatives à la possibilité de construire des extensions et annexes aux bâtiments d'habitations existants dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

2 – Rappel des conclusions du rapport de l'État

Compte tenu de l'insuffisance de l'encadrement actuel de la règle proposée, la DDT propose un avis défavorable à la possibilité d'ajouter des extensions aux constructions d'habitations de plus de 200 m² de surface de plancher. Un encadrement limitant l'emprise au sol vise à répondre à l'enjeu de préservation des espaces agricoles.

3 – Remarques de la commission

La commission est en accord avec les propositions de la DDT et n'émet pas de remarques particulières.

Avis de la CDPENAF

La commission émet un **avis simple défavorable** concernant les extensions et annexes en zones A et N.

Pour la préfète,
par délégation

Le Directeur départemental
des territoires
François GORIEU